



Procès-verbal
Le vendredi 13 décembre 2002 - n° 144

10 heures

Présidente : Mme Louise Harel

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

TABLE DES MATIÈRES

La séance est ouverte à 10 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Roger Bertrand, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 151 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux

La motion est adoptée.

M. Boisclair, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des affaires sociales tiende une consultation générale à l'égard du projet de loi n° 151, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et ce, à compter du 11 mars 2003 ;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 27 février 2003 ;

QUE le ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

13 décembre 2002

M. Roger Bertrand, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 155 Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives

La motion est adoptée.

M. Boisclair, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des affaires sociales tienne une consultation générale à l'égard du projet de loi n° 155, Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives, et ce, à compter du 18 février 2003 ;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 5 février 2003 ;

QUE le ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. Facal, ministre responsable de l'Administration et de la Fonction publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 153 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Conseil exécutif en matière d'éthique

La motion est adoptée.

13 décembre 2002

M. Ménard, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 156 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Boisclair, leader du gouvernement, au nom de Mme Marois, ministre d'État à l'Économie et aux Finances, dépose :

Le rapport annuel de gestion du ministère des Finances, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1766-20021213)

Le rapport annuel de la Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1767-20021213)

M. Boisclair, ministre d'État à l'Environnement et à l'Eau, dépose :

Les amendements relatifs au projet de loi n° 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal.

(Dépôt n° 1768-20021213)

M. Trudel, ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Curateur public, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1769-20021213)

13 décembre 2002

M. Boisclair, leader du gouvernement, dépose :

La réponse écrite à une pétition présentée le 23 octobre 2002 par M. MacMillan (Papineau) concernant la fusion de la municipalité de La Macaza.

(Dépôt n° 1770-20021213)

M. Jutras, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel du Procureur général du Québec, requis selon l'article 195 du *Code criminel*, pour l'année 2000.

(Dépôt n° 1771-20021213)

M. Rosaire Bertrand, ministre délégué responsable de la région de la Capitale-Nationale, dépose :

Le rapport annuel de la Commission de la capitale nationale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1772-20021213)

M. Dion (Saint-Hyacinthe), président de la section du Québec de la Confédération parlementaire des Amériques, dépose :

Le texte des déclarations et recommandations adoptées lors de la quatrième Assemblée générale de la Confédération parlementaire des Amériques et de la troisième réunion annuelle du Réseau des femmes parlementaires des Amériques, tenues à Ixtapan De La Sal, au Mexique, du 24 au 27 novembre 2002.

(Dépôt n° 1773-20021213)

13 décembre 2002

Dépôts de rapports de commissions

Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), à titre de présidente, dépose :

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 4 décembre 2002, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi :

n° 142 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant les activités médicales, la répartition et l'engagement des médecins

(Dépôt n° 1774-20021213)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 11 et 12 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 142 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant les activités médicales, la répartition et l'engagement des médecins

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1775-20021213)

Mme Doyer (Matapédia), à titre de vice-présidente, dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, les 7 et 8 mai 2002, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi :

n° 77 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités régionales de comté

(Dépôt n° 1776-20021213)

13 décembre 2002

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 12 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 77 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités régionales de comté

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1777-20021213)

M. Rioux (Matane), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 3, 4, 5 et 6 décembre 2002, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi :

n° 143 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives

(Dépôt n° 1778-20021213)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 10, 11 et 12 décembre 2002, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 143 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1779-20021213)

Dépôts de pétitions

M. MacMillan (Papineau) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 202 citoyens et citoyennes de la région de La Macaza, concernant l'aéroport de La Macaza.

(Dépôt n° 1780-20021213)

13 décembre 2002

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Béchard (Kamouraska-Témiscouata), dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 1 266 citoyens et citoyennes de la MRC de Kamouraska, de Témiscouata, de Rivière-du-Loup, de Montmagny et de L'Islet, concernant l'aménagement des haltes routières.

(Dépôt n° 1781-20021213)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Brodeur (Shefford) dépose :

Une décision du Tribunal administratif du Québec dans la cause Steve Conroy contre Société de l'assurance automobile du Québec, ainsi qu'une lettre s'y rapportant.

(Dépôt n° 1782-20021213)

À la demande de Mme la Présidente, M. Roger Bertrand, ministre délégué à la Santé, aux Services sociaux, à la Protection de la jeunesse et à la Prévention, retire certains propos non parlementaires.

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote reporté à la séance du 12 décembre 2002, sur la motion de Mme Goupil, ministre de la Solidarité sociale, proposant l'adoption du projet de loi n° 112, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **120** en annexe)

Pour : **104** Contre : **0** Abstention : **0**

13 décembre 2002

En conséquence, le projet de loi n° 112 est adopté.

Motions sans préavis

Mme Houda-Pepin (La Pinière) présente une motion concernant les budgets en matière de logement social ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Mme Lemieux, ministre d'État à la Culture et aux Communications, propose :

QUE l'Assemblée nationale rende hommage à l'une des plus grandes figures de la danse québécoise, monsieur Jean-Pierre Perreault, décédé le 4 décembre 2002.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Puis, à l'invitation de Mme la Présidente, l'Assemblée observe une minute de silence.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Simard, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission de l'aménagement du territoire, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: n° 222, Loi concernant la Ville de Contrecoeur, n° 224, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la Mauricie, n° 225, Loi concernant le lot 599 du cadastre de la paroisse de Saint-Polycarpe, circonscription foncière de Vaudreuil ;
- la Commission des affaires sociales, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 220, Loi modifiant la Loi constituant en corporation « L'Hôpital d'Argenteuil », et

13 décembre 2002

de compléter l'étude détaillée du projet de loi n° 96, Loi sur les services préhospitaliers d'urgence et modifiant diverses dispositions législatives ;

- la Commission de la culture, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 223, Loi concernant le Mont Saint-Louis ;
- la Commission des finances publiques, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé n° 221, Loi modifiant le statut de la Société de secours mutuels des citoyens de Casacalenda, et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 141, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants ;
- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 131, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique concernant la taxe scolaire sur l'île de Montréal et modifiant d'autres dispositions législatives ;
- la Commission des transports et de l'environnement, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 147, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ;
- la Commission des institutions, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 119, Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Beaulne, deuxième vice-président, informe l'Assemblée que le projet de loi « Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux » inscrit en préavis déjà parus au *Feuilleton et préavis* du 12 décembre 2002 à l'article a, au nom du ministre la Santé et des Services sociaux, sera retiré à la demande du leader du gouvernement.

13 décembre 2002

13 décembre 2002

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rochon, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi n° 133, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 133 est adopté.

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, propose que le projet de loi n° 133 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

La motion est adoptée.

Adoption

M. Sylvain Simard, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi n° 123, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et la Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 123 est adopté.

M. Sylvain Simard, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi n° 124, Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et la Loi sur l'instruction publique, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 124 est adopté.

13 décembre 2002

À 12 h 53, M. Beaulne, deuxième vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 03.

Adoption

M. Boisclair, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi n° 130, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 130 est adopté.

M. Boisclair, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi n° 134, Loi instituant le Fonds national de l'eau, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 134 est adopté.

Projets de loi publics au nom des députés

M. Pelletier (Abitibi-Est) propose que le projet de loi n° 392, Loi visant à assurer l'approvisionnement en porc d'un abattoir exploité en Abitibi-Témiscamingue, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

13 décembre 2002

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

La motion est adoptée.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques relatif au projet de loi n° 116, Loi sur le ministère des Finances, de l'Économie et de la Recherche.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption

Mme Goupil, ministre de la Solidarité sociale, propose que le projet de loi n° 126, Loi modifiant la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale et modifiant la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 126 est adopté.

M. Jutras, ministre de la Justice, propose que le projet de loi n° 132, Loi modifiant certaines dispositions du Code de procédure civile, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 132 est adopté.

13 décembre 2002

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi n° 125, Loi modifiant la Loi sur les musées nationaux.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur la ministre du Conseil exécutif en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

M. Trudel, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, propose que le projet de loi n° 135, Loi modifiant la Loi sur les agents de voyages et la Loi sur la protection du consommateur, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 135 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi n° 100, Loi modifiant la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques, la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool, ainsi que les amendements transmis par M. Ménard, ministre de la Sécurité publique.

Les amendements sont déclarés recevables.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

13 décembre 2002

Adoption

M. Ménard, ministre des Transports, propose que le projet de loi n° 115, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur le ministère du Revenu, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 115 est adopté.

M. Ménard, ministre des Transports, propose que le projet de loi n° 120, Loi modifiant la Loi concernant les services de transport par taxi, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 120 est adopté.

Projets de loi publics au nom des députés

Adoption

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pelletier (Abitibi-Est) proposant que le projet de loi n° 392, Loi visant à assurer l'approvisionnement en porc d'un abattoir exploité en Abitibi-Témiscamingue, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 heures.

À la demande de M. Brouillet, premier vice-président, M. Whissell (Argenteuil) retire certains propos non parlementaires.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 392 est adopté.

13 décembre 2002

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des transports et de l'environnement relatif au projet de loi n° 129, Loi sur la conservation du patrimoine naturel, ainsi que l'amendement transmis par M. Boisclair, ministre de l'Environnement.

L'amendement est déclaré recevable.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, propose que les travaux soient ajournés au mardi 17 décembre 2002, à 10 heures.

La motion est adoptée.

En conséquence, à 18 h 41, M. Brouillet, premier vice-président, lève la séance et l'Assemblée s'ajourne au mardi 17 décembre 2002, à 10 heures.

La Présidente

LOUISE HAREL

13 décembre 2002

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de Mme Goupil, ministre de la Solidarité sociale :

(Vote n° 120)

POUR - 104

Arseneau	Copeman	Labbé	Payne
Baril	Côté	Lachance	Pelletier
Beauchamp	<i>(La Peltrie)</i>	Lamquin-Éthier	<i>(Abitibi-Est)</i>
Beaulne	Côté	Landry	Pelletier
Beaumier	<i>(Dubuc)</i>	Laporte	<i>(Chapleau)</i>
Béchar	Cousineau	Laprise	Pinard
Bédard	Cusano	Leblanc	Poulin
Bélanger	Désilets	Legault	Rioux
Benoît	Deslières	Legendre	Rocheport
Bergeron	Després	Léger	Rochon
Bergman	Dion	Lelièvre	Simard
Bertrand	Dionne-Marsolais	Lemieux	<i>(Montmorency)</i>
<i>(Portneuf)</i>	Doyer	Lespérance	Simard
Bertrand	Duguay	Létourneau	<i>(Richelieu)</i>
<i>(Charlevoix)</i>	Dumont	Loiselle	Sirros
Bissonnet	Facal	MacMillan	St-André
Blanchet	Fournier	Maltais	Thériault
Boisclair	Gagnon-Tremblay	Marcoux	Tranchemontagne
Boucher	Gaudreau	Marsan	Tremblay
Boulerice	Gauthier	Ménard	Trudel
Boulet	Gautrin	Middlemiss	Vermette
Boulianne	Gauvin	Morin	Whissell
Brodeur	Gendron	Mulcair	Williams
Brouillet	Geoffrion	Normandeau	
Caron	Goupil	Ouimet	
Carrier-Perreault	Grégoire	Pagé	
Chagnon	Houda-Pépin	Papineau	
Charbonneau	Jérôme-Forget	Paquin	
Charest	Julien	Paradis	
<i>(Rimouski)</i>	Jutras	Paré	